



infos 52



CEBAL (EX ALCAN RIO TINTO) ALBERTVILLE

LA CGT EN PLEINE ACTION.

La direction de Cébal, on le découvre tout d'un coup a préparé une cession de son activité industrielle sur Albertville avec une diligence très active, sans prendre des gants, en faisant l'impasse des obligations légales en matière d'arrêt d'activité, de vente, de modification dans la situation du personnel.

Le Comité Central d'Entreprise doit être au coeur de cette action. Or, c'est loin d'être le cas. La direction Cébal Albéa a tenté de se débarrasser au plus vite de cette usine pour acquérir une partie du financement pour construire sa nouvelle usine à Ste Meheould (*siège de l'entreprise*) qui remplacerait les 4 sites existants.



La société de vente de matériaux, La SAMSE s'est portée acquéreur. Les choses étaient parties pour aller très vite puisque les deux entreprises présentaient aux salariés comme une affaire pratiquement acquise.

La SAMSE reprend les locaux, les terrains et le personnel. Celui-ci serait recasé dans le dépôt ou dans les autres entités de la région. **Comment ? A quelles conditions ?** *Tout paraissait simple, trop simple.*

Il fallait dans un premier temps que la mairie vende le terrain qui restait dans le site. C'était une condition essentielle pour l'achat par La Samse.

Il fallait aussi que le personnel accepte ce changement d'activité de métier, de statut. Passer de la convention de la plasturgie à celle des matériaux de construction ; les acquis sont loin d'être identiques et plutôt en très grand retrait. Un avenant au contrat de travail... Mais l'emploi serait sauvé.

↳ **Sur le premier point : la mairie n'a pas donné son accord voyant d'un mauvais œil l'installation d'un dépôt de matériaux de construction, souvent très volumineux si près du centre olympique. La Samse est mal placée actuellement, mais sa place doit être trouvée dans les nouvelles zones industrielles. La rencontre du maire d'Albertville nous a éclairé à ce sujet, ce mardi. D'autre part, il n'est pas question de laisser disparaître une activité industrielle du bassin qui en a sérieusement besoin pour diversifier ses emplois. Tout doit être entrepris pour faire durer cette activité dans la plasturgie, ou dans une autre manufacture.**

Mr le maire Masure va contacter également les services de l'Etat (la Sous-Préfecture pour suivre



les opérations) ainsi que Mr Lombard, le président de Arlysère, qui a fait savoir qu'il faut trouver un industriel et non un commerçant.

↳ Sur le deuxième point, les salariés en réunion d'information, ce mardi après midi avec les représentants CGT du groupe venus spécialement de Ste Ménehould, avec Rémy Ferront de L'UD, Céline Rech, déléguée CGT du site et Bernard Anxionnaz pour l'UL, ont beaucoup débattu et ils se sont engagés à ne pas répondre aux concertations déjà programmées cette semaine par les 2 directions, pour clore le dossier. Il s'agit de forcer la direction à faire les choses, sans précipitation, en suivant les voies légales avec toutes obligations prévues par la loi dans le cadre des transferts d'entreprise et surtout de trouver une solution industrielle à l'avenir du site. L'usine est très rentable, des outils sont performants avec lesquels on peut faire d'autres productions en plastique que celles produites aujourd'hui (les bouchons cosmétiques).

Une CGT à l'offensive, qui va sûrement modifier toute la stratégie mise en place sans les travailleurs et leurs organisations. Les combats pour construire l'avenir ne vont pas manquer et pas que pour Céal.

CEZUS UGINE

C'est toujours l'impasse. Alors la CGT appelait à la grève ce jeudi 10 mars de 2 à 4 heures.

Mais que cherche la direction ? Pourra t'elle continuer à bafouer les salariés à ce point là ?

Espère t'elle se passer un jour de leurs bras et de leurs cerveaux ? Que leur enseigne t'on dans ces grandes écoles soit disant réputées ? Et l'être humain qu'en ont ils fait ? (à chacun sa réponse).

LA BATHIE

La section des retraités en plein dans la grande alerte de ce début de siècle :

NOTRE SECURITE SOCIALE EN GRAND DANGER.

Cette instance de solidarité nationale créée par Ambroise Croizat et le Conseil de la Résistance, mise à mal de toute part, que ce soit dans la branche maladie, accident de travail, famille et vieillesse (13 millions de retraités).

Aujourd'hui, c'est la **DEPENDANCE** qui se voit prise dans le collimateur : ce "nouveau gouffre" de la sécu qu'il faudrait sortir de la solidarité nationale... **les anciens ne seraient plus des citoyens à part entière.**

Plus de 50 personnes autour de **Thierry BRAILLON**, représentant CGT au Conseil de Surveillance de Sécu, ce mardi 7 mars pour découvrir, redécouvrir ces fondements de notre société. **Une riche rencontre qui aura une suite.**

